

PROGRAMME ASIE

OÙ VA L'IRAN ?

Entretien avec Mohammad-Reza DJALILI et Thierry KELLNER

Réalisé par Emmanuel LINCOT

OCTOBRE 2016

ASIA FOCUS #2

EMMANUEL LINCOT : LES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET L'IRAN SONT FORTES SURTOUT DEPUIS QUE PEKIN A SOUTENU L'EFFORT DE GUERRE IRANIEN DANS LES ANNEES QUATRE-VINGT CONTRE L'IRAK DE SADDAM HUSSEIN. LE SPECTACULAIRE REVIREMENT AMERICAIN A L'EGARD DE TEHERAN NE RISQUE-T-IL PAS D'EMBARRASSER PEKIN AU MOYEN-ORIENT ?

MOHAMMAD-REZA DJALILI ET THIERRY KELLNER : Les relations entre les États-Unis et l'Iran sont encore loin d'être normalisées malgré la conclusion de l'accord sur le nucléaire du 14 juillet 2015. Un sondage d'opinion réalisé auprès du public américain par Pewau début du mois de septembre 2015 montre qu'une normalisation complète des rapports bilatéraux reste un horizon lointain. En effet, seuls 21 % des sondés approuvaient cet accord alors que près de la moitié (49 %) le désapprouvait, tandis que trois sur dix (30 %) n'offraient aucune opinion. Les Républicains y sont plus hostiles que les Démocrates, mais même chez ces derniers, 29 % le désapprouvent. De nombreux Américains restent donc très méfiants à l'égard de la République islamique. Depuis l'été 2015, les progrès dans les relations bilatérales entre les deux pays restent limités. Les positions sur un dossier aussi critique que la Syrie restent très éloignées et la méfiance demeure. En octobre 2015, trois jours après l'annonce par le ministère iranien de la Défense d'un essai réussi de missile longue portée (type Emad) que Washington venait de déplorer et un jour après que le Parlement iranien ait approuvé l'accord du 14 juillet, dans une sorte de mise en garde à ses « ennemis », la télévision de Téhéran dévoilait des images d'une base souterraine contenant de nombreux missiles de différents types. En janvier 2016, Téhéran a capturé 10 marins américains dans deux petits navires « égarés » dans les eaux iraniennes. Ces derniers ont été rapidement libérés grâce à des contacts directs entre les deux pays, ce qui est plutôt positif. Mais le même mois, la télévision iranienne a diffusé les images d'une nouvelle base souterraine contenant des missiles d'une portée de 1 700 kilomètres, un message qui n'a guère été apprécié à Washington. Quelques jours plus tard, juste après la levée de la plupart des sanctions internationales conformément à l'accord de juillet 2015, l'administration Obama en a édicté de nouvelles, liées au programme de missiles balistiques de Téhéran. Une décision dénoncée par le ministère iranien des Affaires étrangères qui l'a jugée « illégitime ». En mars 2016, on a assisté à une nouvelle crispation. Les États-Unis ont critiqué l'Iran pour la série de tests de missiles balistiques menée à l'occasion de manœuvres militaires sur son territoire, qualifiée de « provocatrice et déstabilisante ». Washington a accusé Téhéran d'avoir violé la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui lui demande de ne pas développer pendant huit ans des missiles balistiques ayant la capacité de transporter une tête nucléaire. Toujours en mars, un homme d'affaires turc d'origine iranienne a été arrêté en Floride pour avoir aidé le gouvernement iranien dans d'importantes transactions financières et le Département de la Justice a inculpé sept pirates informatiques associés au gouvernement iranien. Début avril, la marine américaine a intercepté des navires iraniens transportant des armes à destination des rebelles chiites houthis au Yémen. Enfin, jusqu'à présent, Washington ne semble pas avoir l'intention de donner à Téhéran l'accès à son système financier pour des transactions libellées en dollars entre l'Iran et des entreprises d'autres pays, ce qui constitue du point de vue iranien un frein considérable à la relance des affaires. Lors du sommet sur la sécurité nucléaire à Washington, le président Obama a critiqué les

dirigeants iraniens qui ne respectent pas selon lui l'« esprit » de l'accord de juillet 2015 en se livrant à toute une gamme de « provocations » qui minent la confiance de la communauté internationale. Sur le plan domestique, il est aussi clair que la question des relations avec l'Iran est utilisée par les adversaires du Président Obama pour le critiquer et tenter de l'affaiblir.

Dans l'autre sens, à l'occasion de la fête de Nowruz (Le Nouvel An iranien) le 20 mars 2016, le Guide Suprême, l'ayatollah Khamenei a fustigé le message que le président Obama a adressé au peuple iranien à cette occasion et réaffirmé ses positions anti-américaines radicales – Washington a été qualifié d'« ennemi par excellence de l'Iran ». En ce qui concerne la levée des sanctions, il a déclaré que les États-Unis se sont abstenus de faire ce qu'ils avaient promis. Il a aussi critiqué implicitement l'équipe de négociateurs de l'Iran pour avoir violé certaines de ses « lignes rouges » et cédé aux pressions américaines. Les deux pays éprouvent donc beaucoup de difficultés à renouer et à modifier le ton de leur rapport. Sur le fond, la critique des États-Unis reste placée au cœur de l'idéologie de la République islamique. L'abandon de l'anti-américanisme signifierait une transformation en profondeur du régime de Téhéran. Même si les deux pays ont beaucoup à gagner d'un véritable engagement et d'une détente dans leurs rapports, ce que souhaite d'ailleurs vivement une partie importante de la population iranienne, cette perspective reste un objectif encore éloigné. Actuellement, la question du rapport à Washington est en fait instrumentalisée par le camp des conservateurs radicaux pour affaiblir l'administration Rohani. Les rapports bilatéraux et la résolution du conflit entre les deux pays sont donc soumis à un « jeu à deux niveaux » (international et domestique) complexe selon le modèle de Robert Putnam.

Par contre, l'accord sur le nucléaire, en levant les sanctions qui pesaient sur Téhéran, en facilitant son retour au sein de la communauté internationale et en améliorant son image, ouvre la possibilité à Pékin d'approfondir ses relations politiques et économiques avec lui. Cet accord, en rendant à nouveau le régime iranien plus fréquentable, permet désormais à la Chine d'écarter les critiques de ne pas être un « acteur responsable » qui lui étaient adressées par les Occidentaux en raison de ses relations avec Téhéran et qui gênaient le développement de ses rapports avec lui. Dans ce nouveau contexte, Pékin va pouvoir reprendre sa politique de rapprochement avec Téhéran. Comme l'a déclaré le président Xi Jinping à Hassan Rohani en septembre 2015, les deux pays espèrent relancer leur coopération économique et commerciale dans de nombreux domaines (chemins de fer, routes, fer et acier, fabrication automobile, électricité, haute technologie, construction navale,...). L'énergie et la coopération financière figurent aussi parmi leurs priorités. L'Iran fait partie des pays visés par le grand projet de « routes de la Soie » (programme One Belt, One Road) lancé par l'administration Xi à l'automne 2013. Dans ce contexte, dès 2014, Pékin lui a proposé 2 milliards de dollars pour le financement de l'électrification de la ligne Téhéran-Mashad. Symbole de la participation iranienne à la « Route de la Soie » promue par Pékin, un premier train de marchandises a relié la ville chinoise de Yiwu au Zhejiang à Téhéran via l'Asie centrale au début de l'année 2016. La coopération économique de la Chine avec l'Iran qui s'était approfondie même durant la période des sanctions – le commerce bilatéral est passé de 4 milliards de dollars en 2003 à 51,8 milliards en 2014 faisant de la Chine le premier partenaire économique de l'Iran – pourrait s'envoler dans les années à venir si on en croit les médias des deux pays. En janvier 2016, lors d'une nouvelle visite du Président Xi Jinping

en Iran, les deux parties ont en tout cas convenu de faire passer leur commerce à 600 milliards de dollars au cours des dix prochaines années. Lors de ce déplacement, 17 accords ont été conclus dont une convention pour le financement (3 milliards de dollars) et la construction d'un train à grande vitesse entre Téhéran et Mashad, ce qui devrait accroître la connectivité de ce pays avec l'Asie centrale, un objectif en phase avec le programme chinois « One Belt, One Road ». A présent qu'un accord sur le nucléaire a été conclu, Pékin soutient également la candidature de Téhéran comme membre à part entière de l'Organisation de coopération de Shanghai, ce qui pourrait permettre au régime iranien d'être associé plus étroitement encore à la Chine mais aussi aux dynamiques en développement au cœur de l'Eurasie à travers les projets mis en œuvre par cette organisation régionale. Il reste cependant à voir si les autres membres de l'OCS accepteront cette adhésion. Sur le fond, malgré leurs différences idéologiques, les régimes iraniens et chinois partagent de très nombreux points communs. Issus d'une « révolution », ils se considèrent tous deux comme des pays en développement, victimes de l'impérialisme occidental à partir du XIXe siècle, en même temps que les héritiers de deux très anciennes civilisations non-occidentales, conscients de leur grandeur historique. Ils sont tous deux défiants à l'égard de l'ordre international dominé par les Occidentaux et partagent donc des intérêts communs à sa « multipolarisation ». Ces éléments communs auxquels il faut ajouter les intérêts économiques et énergétiques croisés les incitent à se rapprocher et à chercher des formes de coopération, même si chacun entend bien entendu d'abord favoriser ses propres intérêts. Evidemment, une transformation en profondeur du régime de Téhéran et un rapprochement subséquent avec Washington transformeraient complètement la scène moyen-orientale et pourrait indisposer Pékin qui tire en fait profit de la mésentente entre ces deux pays. Mais en même temps, en fonction de l'orientation prise par le régime iranien, il pourrait aussi offrir de nouvelles opportunités. Même en cas de rapprochement avec Washington, l'Iran gardera un intérêt à cultiver des relations de proximité avec la Chine étant donné l'importance de cet acteur sur la scène internationale, le contrepoids diplomatique qu'elle offre et les intérêts économiques partagés par les deux pays. Simplement, la relation sera plus équilibrée qu'aujourd'hui où Téhéran est en position de faiblesse par rapport à Pékin.

De manière générale, bien que les liens historiques entre la Chine et cette région soient anciens, la pénétration de Pékin au Moyen-Orient est un phénomène relativement récent, mais appelé à continuer de croître dans l'avenir, ne fût-ce qu'en raison de la taille de son économie et de ses besoins, n'en déplaise à Washington. Pékin dispose d'un capital de sympathie dans la région et il existe d'importants intérêts croisés entre les acteurs locaux et la Chine qui faciliteront ce phénomène de pénétration. Sa position est toutefois confortable aujourd'hui car il n'a pas encore réellement eu à s'impliquer dans les conflits locaux et a donc pu cultiver des relations positives avec l'ensemble des acteurs (par exemple à la fois Israël et les Palestiniens ou l'Iran et l'Arabie saoudite). Néanmoins, plus il s'impliquera dans la zone, plus il risque de se heurter à la complexité de cette région et aux difficultés qui l'accompagnent. Si Pékin contrairement aux Occidentaux bénéficie d'une « mémoire historique » positive à l'échelle moyen-orientale –il n'y a pas de problème d'impérialisme ou de colonisation entre lui et les pays de cet espace-, il n'y dispose pas de leur expérience. Ses moyens militaires et de projection de puissance sont aussi encore limités et malgré ses intérêts énergétiques massifs, la Chine

hésite à s'engager en matière de sécurité dans la région (notamment dans la zone du golfe Persique), un rôle qui reste encore aujourd'hui l'apanage américain. Des limites à son influence potentielle au Moyen-Orient apparaîtront rapidement. Il en existe déjà aujourd'hui, ne fût-ce qu'en raison de ses prises de position à l'égard du conflit syrien. Un sondage d'opinion réalisé par Pewau début du mois de juin 2015 auprès de l'opinion publique de divers pays du Moyen-Orient révèle ainsi une image contrastée de la Chine. En Israël, les Arabes israéliens (85 %) ont une vue favorable de Pékin comparée à celle des Juifs israéliens (49 %). Les libanais sont divisés. Il y a une rupture religieuse distincte entre les musulmans chiites (81 % favorables à la Chine), chrétiens (47 %) et les musulmans sunnites (seulement 29 %). En Jordanie par contre 64 % des sondés avaient une image défavorable de la Chine, de même que 59 % en Turquie. L'action de Pékin est donc aujourd'hui, d'ores et déjà, loin de faire l'unanimité dans la région. S'il existe bien des éléments de rivalité, il ne faut pas non plus négliger le fait que la Chine et les Occidentaux partagent des intérêts communs majeurs au Moyen-Orient, une région dont la stabilité est importante pour l'équilibre de l'ensemble du système international. Il est à espérer que des formes de coopération se mettent en place à terme, voire une véritable complémentarité, pour le bénéfice des populations de l'ensemble de cette région.

EMMANUEL LINCOT : EXISTE-IL UN « SOFT POWER » IRANIEN ?

MOHAMMAD-REZA DJALILI ET THIERRY KELLNER : L'Iran dispose effectivement d'un « soft power » conséquent et varié. On peut en dégager plusieurs éléments constitutifs. A côté du prestige et de l'attrait qu'exerce la culture iranienne au sein du monde musulman et dans le monde en général et qui lui valent une certaine audience, le discours idéologique de la République islamique, premier État chiite de la planète, a attiré certaines populations chiites non-iraniennes du Moyen-Orient. Téhéran a distribué à travers ses « fondations religieuses » (bonyad), une aide matérielle à des populations parmi les plus démunies, afin de les encourager à soutenir les mouvements politiques qui lui étaient favorables. Les réseaux cléricaux chiites transnationaux qui relient traditionnellement le clergé iranien aux clercs irakiens, libanais, afghans etc. constituent un autre moyen d'influence à sa disposition. Ces mollahs sont parfois unis par des liens familiaux ou ont maintenu des contacts après avoir suivi ensemble les mêmes cursus d'études dans les centres de formation chiite (Hawza). Les réseaux de pèlerinages et de sanctuaires chiites lui offrent également un moyen d'influence important sur les chiites venus d'ailleurs.

Au-delà de ces aspects de la « carte chiite », les dimensions anti-israéliennes et anti-occidentales –surtout anti-américaines- mais aussi tiers-mondistes populistes de son discours idéologique et l'utilisation de la notion de « résistance » face à ces puissances et à l'ordre mondial qu'elles dominent lui ont permis de renforcer son image et de gagner des sympathies voire des soutiens auprès des régimes « révolutionnaires » de la planète (en Amérique latine, en Afrique, en Asie...) et de sympathisants de la gauche, mais aussi de la droite anti-américaine et anti-israélienne de tout poil etc.. Ce même discours auquel s'ajoute une dimension panislamique destinée à gommer le caractère « chiite » du régime de Téhéran lui a aussi valu une audience importante auprès de l'opinion publique arabe sunnite. Le soft power iranien y avait ainsi atteint son zénith en 2006 au

moment de la guerre Israël-Hezbollah. Un sondage d'opinion réalisé par Zogby International à ce moment dans la population en Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Arabie saoudite et Émirats Arabes Unis avait révélé que le chef charismatique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, allié de Téhéran, était le leader mondial le plus admiré, suivi en troisième position par le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Mais cette popularité dans l'opinion publique arabe sunnite a été battue en brèche par l'appui massif que Téhéran a accordé au régime syrien dans le contexte des « printemps arabes » et par son soutien de facto aux causes chiites partout au Moyen-Orient. Son image s'est dégradée quasiment partout dans cette région depuis 2006. Un sondage réalisé par Zogby International en 2012 relevait que 44 % des sondés au Koweït, 56 % à Bahreïn, 79 % au Qatar, 69 % dans les Émirats arabes unis, 84 % en Arabie saoudite, 57 % à Oman, 74 % en Jordanie, 70 % en Palestine, 55 % au Maroc, 64 % en Tunisie, 64 % en Égypte et 59 % au Soudan avaient une image négative de l'Iran. Un autre sondage plus récent, réalisé cette fois par Pew en juin 2015 confirme cette tendance en relevant que 89 % des personnes interrogées en Jordanie, 64 % en Turquie, 58 % au Liban et 57 % dans les territoires palestiniens ont une opinion défavorable de Téhéran.

A ces éléments, il faut ajouter les investissements importants réalisés par le gouvernement iranien dans sa diplomatie publique et ses médias de propagande avec la création de chaînes de télévision par satellite -comme Jamejam ou Press TV en anglais, Sahar TV en diverses langues, Hispan TV en espagnol ou, plus directement importantes pour le Moyen-Orient, les chaînes en arabe comme Al-Alam ou la chaîne d'information en continu IRINN (Islamic Republic of Iran News Network) - et de radio internationales en diverses langues -comme l'Irib World Service, dont les informations sont disséminées en 30 langues et qui est aussi disponible sur l'Internet-, destinées à diffuser la parole du régime à travers le monde. Depuis 1995, la République islamique a également mis en place une Organisation islamique de la culture et relations (Islamic Culture and Relations Organisation - ICRO) au service de sa diplomatie culturelle. Cette organisation est chargée de la coordination de diverses activités religieuses et culturelles à l'étranger. Elle est affiliée au ministère de la Culture et de la Guidance et ses activités sont supervisées par le bureau du Guide suprême. Bien que théoriquement indépendantes, les représentations de cette organisation à l'étranger (essentiellement dans les pays musulmans et dans quelques capitales européennes) travaillent en collaboration avec l'ambassade d'Iran. Cette organisation gère aussi à Téhéran une maison d'édition qui produit des publications de propagande dans 25 langues. Au total cependant, l'impact de ces médias et des organisations étatiques de la République islamique à l'extérieur du pays semble limité, à l'exception des milieux chiites déjà favorables au régime de Téhéran. En ce qui concerne les chaînes de télévision et de radio dont l'État détient le monopole absolu à l'intérieur du pays, il faut aussi constater un désintérêt des spectateurs et des auditeurs étrangers pour les programmes qu'elles diffusent. En interne, malgré toutes les difficultés, tracasseries et risques que la possession d'antennes paraboliques entraîne, des millions d'Iraniens préfèrent écouter et regarder les chaînes étrangères plutôt que suivre les programmes de l'IRIB (Islamic Republic of Iran Broadcasting). L'internet leur permet aussi de manière croissante de briser son monopole.

EMMANUEL LINCOT : LE TERME DE « DEMOCRATURE » CONVIENDRAIT-IL POUR DEFINIR LE REGIME IRANIEN ACTUEL ?

MOHAMMAD-REZA DJALILI ET THIERRY KELLNER : On pourrait effectivement utiliser ce néologisme créé par l'écrivain uruguayen Eduardo Hughes Galeano pour qualifier le régime iranien dans la mesure où il y a bien un recours au suffrage universel pour l'élection des députés au parlement (Majles) et du président, mais où seuls ceux dont la candidature est avalisée par le Conseil des Gardiens (formé de douze membres : six nommés par le Guide et six autres par le responsable du pouvoir judiciaire, lui-même nommé par le Guide) peuvent participer à la compétition. Il ne s'agit donc aucunement d'élections « libres » ni d'élections « pluralistes ». Dans ce système, seuls les candidats appartenant aux courants islamistes agréés par le régime peuvent donc se présenter. Ainsi, au parlement, des factions islamistes avec des sensibilités différentes sur les méthodes de gestion des affaires du pays existent, mais aucun parti représentant une véritable opposition n'est toléré. A ce mélange bizarre de modalités démocratiques et d'autoritarisme, il faut aussi ajouter un autre aspect important concernant la nature du pouvoir en République islamique. Il s'agit de la dimension théocratique du régime. En effet, dans ce système, le pouvoir, sensé émaner de Dieu, est exercé par ceux qui sont investis de l'autorité religieuse : le clergé. Tout l'édifice constitutionnel du régime est fondé sur le concept de velayat-e faqih (la tutelle du juriste théologien) qui justifie la présence d'un Guide religieux, détenant de très importants pouvoirs, au sommet de l'État.

EMMANUEL LINCOT : AVEC LE DEVELOPPEMENT DE SES INTERETS EN AMERIQUE LATINE OU EN AFRIQUE, L'IRAN PEUT-IL DEVENIR UNE VERITABLE PUISSANCE MONDIALE ?

MOHAMMAD-REZA DJALILI ET THIERRY KELLNER : Cette ambition paraît très difficile à réaliser. En termes de puissance, l'Iran est trop faible d'un point de vue économique, politique et militaire. Sa politique en direction de l'Amérique latine et de l'Afrique a eu pour premier objectif l'atténuation de son isolement sur la scène internationale à la suite de la révolution islamique et surtout de la crise du nucléaire qui ont contribué à un certain éloignement de l'Iran par rapport à ses partenaires historiques les plus importants en Occident et en Asie. Son implication en Amérique latine, surtout en direction des pays ayant un contentieux avec les États-Unis, comme Cuba, la Bolivie ou le Venezuela, s'explique aussi en partie du moins par le souci de montrer sa capacité d'avoir des moyens d'influence dans le « pré carré » américain. C'est pour cette raison également que l'Iran a encouragé les activités du Hezbollah sur le continent latino-américain. Outre l'objectif général d'atténuation de l'isolement et de contournement des Occidentaux en renforçant les relations « Sud-Sud », la politique iranienne en Afrique a été motivée par d'autres considérations comme le souci de se rapprocher des pays musulmans du continent, d'encourager l'expansion du chiisme en Afrique noire par l'intermédiaire des chiites libanais présents dans certains pays, de développer des relations économiques – notamment avec les plus développés de ce continent comme la République sud-africaine, le Nigéria ou le Kenya – pour en tirer des bénéfices (trouver de nouveaux marchés pour ses entreprises, trouver des fournisseurs de matières premières dont l'uranium) mais aussi contourner les sanctions, de fournir une aide aux pays les moins

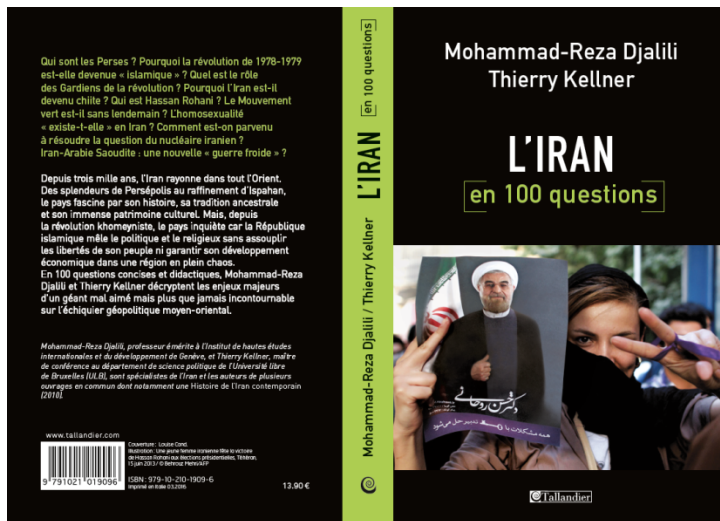
avancés pour cultiver son image et gagner de l'influence. A cela s'ajoute des considérations géopolitiques dans les zones les plus proches de l'Iran, essentiellement en Afrique orientale, avec les pays -comme le Soudan, l'Érythrée, Djibouti, la Tanzanie ou la Somalie-, ayant accès à la mer Rouge et à l'océan Indien où l'Iran a des intérêts stratégiques importants et entend développer sa présence navale. Téhéran a ainsi mis en place dès 1989 des relations de proximité avec le Soudan, idéalement situé pour lui permettre de déployer sa stratégie africaine mais aussi de développer des activités subversives (comme notamment les transferts d'armes et d'équipements vers Gaza), avant que Khartoum n'effectue un virage à 180° en s'alignant sur l'Arabie saoudite au début de l'année 2016 à la suite de la crise diplomatique qui a éclaté lorsque Riyad a décidé de suspendre ses relations diplomatiques avec Téhéran . La stratégie africaine de l'Iran a subi un important revers ailleurs en Afrique à cette occasion puisque la Somalie, Djibouti et les Comores ont également pris la décision de rompre les relations diplomatiques avec la République islamique en janvier 2016. ■

ASIA FOCUS #2

OÙ VA L'IRAN ? Entretien avec Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner

Mohammad-Reza Djalili est Professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève.

Thierry Kellner est Maître de conférence au Département de science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Ils ont co-signé plusieurs ouvrages, le dernier paru étant L'Iran, Paris, ÉditionsTallandier, Coll. « 100 questions sur », 2016, 383p.



ENTRETIEN REALISE PAR

EMMANUEL LINCOT / PROFESSEUR À L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS – UR « CULTURE ET SOCIÉTÉ »

OCTOBRE 2016

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur
 75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org